



Mission économique Suisse-Turquie: relever les défis et intensifier les relations

Une délégation suisse dirigée par la secrétaire d'État Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch s'est rendue en Turquie du 27 au 29 septembre pour une mission économique. Des représentants d'entreprises suisses ont pu parler avec le ministère turc du Commerce de questions de politique commerciale. Les participants ont également discuté en profondeur de la collaboration des entreprises turques et suisses dans les domaines de l'ingénierie, de l'approvisionnement et de la construction. Cette collaboration est appelée à être développée dans les années à venir.

Huit ans après sa dernière visite officielle en Turquie, la secrétaire d'État Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch s'est rendue à Istanbul et à Ankara pour une mission économique de trois jours. Pour la Suisse, la Turquie revêt une grande importance sous l'angle économique, en tant que partenaire commercial et d'investissement à fort potentiel. La secrétaire d'État était accompagnée d'une délégation économique de taille emmenée par economie suisse et comprenant des représentants de plusieurs branches dont les industries suisses des machines, des produits pharmaceutiques et de l'horlogerie, les services financiers et l'Assurance suisse des risques à l'exportation (SERV).

UN ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE MODERNISÉ POUR RELEVER LES DÉFIS

Les dates de la visite de la Suisse en Turquie n'ont pas été choisies au hasard: l'accord de libre-échange modernisé entre la Turquie et les États membres de l'AELE (dont la Suisse), qui remplace l'accord de 1992, entre en vigueur le 1er octobre. Les deux parties attendent de la modernisation qu'elle intensifie les relations commerciales.

Malgré ces perspectives positives, les entreprises suisses sont confrontées à divers défis dans leurs relations commerciales avec la Turquie. Il y a, d'une part, le contexte imprévisible dû à une inflation élevée (plus de 17% en avril 2021) et la situation politique difficile (notamment avec les pays voisins). D'autre part, l'accès au marché turc reste difficile pour de nombreuses entreprises suisses, notamment en raison de la complexité des formalités douanières et des exigences strictes eu égard aux documents d'importation. Les membres de la délégation ont pu aborder directement ces questions ainsi que d'autres sujets spécifiques à des secteurs au cours de deux rencontres constructives avec les vice-ministres turcs du Commerce, MM. Turagay et Tuzcu.

INTENSIFIER LA COLLABORATION BILATERALE SUR DES PROJETS D'INFRASTRUCTURE ETRANGER

Malgré les revers décrits ci-dessus, l'économie turque a fait preuve d'une résilience étonnante ces dernières années. Cela s'explique en partie par un secteur économique fondamental pour la Turquie: la construction. En 2020, les entreprises EPC (engineering, procurement et construction) turques actives au Moyen-Orient, en Afrique, en Europe de l'est et en Asie centrale ont travaillé sur 348 projets d'infrastructure d'une valeur totale de 15,1 milliards de dollars US. Avec 44 entreprises dans le top 250, la Turquie est le deuxième «entrepreneur» du monde, après la Chine. De tels grands projets d'infrastructure offrent aussi des opportunités aux entreprises suisses, en tant que fournisseurs ou sous-traitants de grandes entreprises générales, dans les domaines du matériel roulant, de l'énergie, des technologies environnementales ou du financement. Il n'est donc pas surprenant que le Conseil fédéral ait créé, fin 2019, un bureau de coordination central au SECO pour faciliter l'accès des entreprises suisses aux projets d'infrastructure.

Les nombreuses rencontres entre l'association turque de constructeurs (Turkish Contractors Association, TCA) et la délégation économique suisse, qui ont eu lieu dans le cadre de la mission économique, sont à placer dans ce contexte. Plusieurs projets de sociétés de construction turques renommées (telles que Tekfen ou Yapi Merkezi) ont été présentés dans ce cadre et il a été question d'intensifier la collaboration – notamment en ce qui concerne des solutions de financement suisses. Les premiers résultats de ces discussions seront analysés lors de la Commission économique mixte (CEM) qui se tiendra en Turquie en 2022.